



SOMMAIRE

| | <i>Pages</i> |
|---|--------------|
| Points 2, 3, 4, 5, 7, 8, 10 et 17 de l'ordre du jour: | |
| Débat général (<i>suite</i>) | |
| Orateurs: | |
| M. Encinas del Pando (Pérou) | 85 |
| M. Viaud (France) | 87 |
| M. Caranicas (Grèce) | 88 |
| M. Zollner (Dahomey) | 90 |
| M. Mwaluko (République-Unie de Tanzanie) | 91 |
| M. Viaud (France) | 92 |
| M. Marmor (observateur d'Israël) | 92 |

Président : M. T. BOUATTOURA (Algérie).

Présents :

Les représentants des Etats suivants : Algérie, Cameroun, Canada, Chili, Dahomey, Equateur, Etats-Unis d'Amérique, France, Gabon, Grèce, Inde, Irak, Iran, Luxembourg, Maroc, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone, Suède, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela.

Les observateurs des Etats Membres suivants : Chine, Israël, Italie, Japon, Koweït, Mexique, République arabe unie, Tunisie.

Les observateurs des Etats non membres suivants : République fédérale d'Allemagne, Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes : Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Fonds monétaire international, Organisation mondiale de la santé.

Le représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

POINTS 2, 3, 4, 5, 7, 8, 10 ET 17 DE L'ORDRE DU JOUR

Tendances économiques mondiales (E/4053 et additifs, E/4152, E/4187 et additifs, E/4221, E/4224 et Add.1; E/ECE/613; E/CN.12/752 et Add.1 et 2, E/CN.12/754; E/CN.14/345)

Examen général du développement, de la coordination et de la concentration de l'ensemble des programmes et activités de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme (E/4182

et Add.1, E/4183, E/4185/Rev.1 et Rev.1/Add.1, E/4188 et Add.1, E/4190, E/4191 et Corr.1 et 2, E/4193, E/4195 et Add.1, E/4197 et Add.1 et 2, E/4198 et Add.1, E/4199 et Add.1, E/4202, E/4205, E/4209, E/4215 et Corr.1, E/4233 et Corr.1)

Examen et réévaluation du rôle et des fonctions du Conseil (E/4216)

Décennie des Nations Unies pour le développement (E/4196 et Add.1 à 3)

Planification et projections économiques (E/4046/Rev.1, E/4207 et Add.1; E/ECE/493/Add.1)

Financement du développement économique

a) **Courant international de capitaux et d'assistance (E/4170, E/4171 et Corr.2)**

b) **Moyens d'augmenter le courant international de capitaux privés (E/4189 et Corr.1 et 2, E/4240)**

Activités dans le domaine du développement industriel (E/4192 et Add.1, E/4203, E/4229 et Add.1, E/4230)

Progrès social

a) **Rapport de la Commission des questions sociales (E/4206 et Add.1, E/CN.5/401)**

b) **Rapport sur la situation sociale dans le monde (E/CN.5/402 et Add.1; E/L.1105)**

c) **Rapport sur un programme de recherche et de formation en liaison avec des projets de développement régional (E/4228; E/CN.5/403)**

DÉBAT GÉNÉRAL (*suite*)

1. M. ENCINAS DEL PANDO (Pérou), traitant d'abord du secteur extérieur, qui joue un rôle décisif dans l'évolution économique des pays en voie de développement, examinera quatre facteurs particulièrement importants : le facteur capital, le facteur technique, le facteur commercial et le facteur organisation.

2. Le facteur capital doit son importance essentielle au fait que les pays en voie de développement ne possèdent pas de capitaux suffisants pour engendrer une croissance économique autonome, ce qui est la source de déséquilibres renouvelés. L'élan pris par l'activité économique et les investissements est freiné par les déficits concomitants de la balance commerciale dus au niveau des prix des produits d'exportation et aux barrières tarifaires, si bien que la « masse critique » d'effort, qui seule permettrait d'obtenir des résultats positifs, n'est pas atteinte. Cette masse critique augmentant sans cesse, les pays sous-développés se voient pris dans le cercle vicieux d'un effort de développe-

ment toujours insuffisant, d'où ils ne pourront sortir que grâce à un apport considérable de ressources, et notamment de capitaux extérieurs. Tel est l'un des objectifs de la Décennie du développement, qui vise à porter à 5 % le taux de croissance annuel des pays en voie de développement, grâce à une aide des pays développés représentant 1 % de leur revenu national. Mais, comme le Secrétaire général l'a souligné à la 1421^e séance, les résultats obtenus jusqu'ici sont décourageants, et le recul enregistré est encore aggravé par divers phénomènes : l'augmentation du revenu global et du revenu par habitant des pays développés, qui révèle le peu de désir qu'ont ces pays de participer dans une mesure suffisante au développement économique ; la montée en flèche des aspirations des populations des pays en voie de développement ; l'aggravation des problèmes sociaux provoquée par l'accroissement démographique rapide et le faible taux de croissance économique ; enfin, la détérioration des termes de l'échange pour la plupart des pays en voie de développement. L'amélioration du mécanisme international, grâce à la création d'organismes nouveaux, comme l'UNCTAD et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, et les efforts continus des Nations Unies ne sauraient suppléer à l'action des pays gros producteurs de biens et services, qui jouent un rôle prédominant sur les marchés internationaux et auxquels il incombe d'intervenir pour que soient atteints les objectifs de la Décennie du développement. Il convient de se référer, pour l'étude de ce problème du courant de capitaux extérieurs, au rapport qu'un groupe d'experts a consacré à la question (E/4171 et Corr.2). L'insuffisance de cet apport de capitaux a créé une situation extrêmement grave dans les pays en voie de développement, où les taux d'investissement et de production n'ont pas augmenté de 1960 à 1965. L'accroissement de l'épargne nationale a été annulé par le service de la dette extérieure et par les sorties de capitaux correspondant au rapatriement d'intérêts et de bénéfices qui, en 1964, ont atteint plus de la moitié des rentrées nettes sous forme de prêts et de donations. Ainsi, l'irrégularité du courant de capitaux étrangers peut avoir pour effet d'annuler le bénéfice d'un effort national tel que l'accroissement de l'épargne.

3. Quant au facteur technique, il est également appelé à jouer un rôle de la plus grande importance dans l'évolution des pays en voie de développement. L'ONU a été l'une des premières à reconnaître l'importance de ce facteur en ce qui concerne tant la production que le développement ; le Gouvernement péruvien loue la générosité et le caractère judicieux de l'assistance internationale, bilatérale et multilatérale, fournie dans ce domaine et se félicite, à cet égard, de la création du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Les problèmes concrets qui se posent avec le plus d'urgence dans ce domaine sont : le transfert des brevets, l'adaptation de ces brevets aux besoins spécifiques du développement, l'utilisation de la technique pour remplacer les produits de base que ces pays exportent, la création et l'adaptation de techniques d'administration aux besoins du développement, la formation de techniciens dans une société où les méthodes

scientifiques ne sont pas encore généralisées, le passage de la dépendance à la souveraineté technologique et, enfin, la fuite des ressources humaines et techniques. Ce dernier point constitue l'un des problèmes nouveaux du sous-développement. On assiste en effet à ce paradoxe que les accords internationaux en faveur du développement maintiennent les barrières douanières, les restrictions quantitatives, les taxes et d'autres obstacles au développement des pays pauvres, tandis qu'ils favorisent l'exode de leurs ressources humaines et techniques qui, si elles demeuraient sur place, contribueraient à accélérer ce même développement. Comme c'est le cas pour les capitaux, de nombreux pays en voie de développement se retrouvent ainsi exportateurs nets de ressources techniques. Le représentant du Pérou ne souhaite pas pour autant restreindre la liberté de circulation de ces ressources, mais pense qu'il faudrait envisager un réajustement pour tenir compte de la situation qu'il a décrite. Le Pérou suivra avec intérêt, à cet égard, la mise en œuvre des recommandations du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement.

4. Pour ce qui est du facteur commercial, sur lequel la délégation péruvienne a l'intention de revenir devant le Comité économique, M. Encinas del Pando se bornera à rappeler que les pays en voie de développement se heurtent toujours à de graves problèmes de commerce international ; il souligne que les négociations Kennedy ne seront couronnées de succès que si elles se traduisent par des résultats directs et positifs pour l'économie de ces pays.

5. En ce qui concerne, enfin, les problèmes de coordination entre organismes internationaux, notamment dans le domaine du développement industriel, le Gouvernement péruvien estime que le jugement et l'expérience permettront de les résoudre. Le Pérou a depuis longtemps des liens avec l'OIT ; il en a désormais avec l'Organisation pour le développement industriel, et il prêtera à ces deux organismes son appui le plus large afin qu'ils travaillent avant tout à servir les objectifs du développement.

6. Au Pérou, le taux de croissance national a dépassé, au cours des dernières années, l'objectif de 5 % visé pour la Décennie du développement. Ce résultat a été obtenu dans un climat de liberté économique et commerciale, de stabilité monétaire et de respect des libertés démocratiques. Si les investissements massifs dans le secteur public comme dans le secteur privé ont entraîné un déséquilibre de la balance commerciale, la situation de la balance des paiements est restée favorable grâce au courant soutenu d'investissements étrangers et aux mesures de stabilisation adoptées par le Gouvernement. Cependant, en dehors du phénomène démographique qui fait que l'accroissement du produit national brut par habitant est presque nul, la croissance de l'économie péruvienne a continué à être marquée par des inégalités résultant notamment du caractère dualiste de cette économie. On observe en effet dans le secteur moderne une grande élasticité des revenus, tandis que le secteur traditionnel ne peut remédier à l'inélasticité de sa production, surtout dans l'agriculture, d'où un déséquilibre des prix et des niveaux de vie. C'est

là un des facteurs essentiels de la discontinuité et de l'insuffisance de l'effort de développement péruvien, le secteur traditionnel n'étant pas en mesure de répondre à la demande de biens et de services créée par la croissance démographique et l'évolution du secteur moderne. Le Gouvernement péruvien s'efforce d'éliminer ce goulot d'étranglement par des programmes de réforme agraire et de développement communautaire, qui commencent à donner des résultats positifs.

7. Malgré ces efforts, l'apport de l'extérieur reste déterminant pour le secteur moderne de l'économie péruvienne. Le fléchissement du taux de croissance économique enregistré en 1965 est dû au déclin des exportations et à la dégradation des termes de l'échange, qui sont allés de pair avec une augmentation des importations. Sans sous-estimer l'apport de l'extérieur, il importe de s'attaquer avec énergie aux problèmes intérieurs et notamment aux questions suivantes. Le secteur moderne peut-il agir sur le secteur traditionnel en modifiant l'élasticité de la production alimentaire et de l'offre de main-d'œuvre, ou faut-il appliquer aux deux secteurs des politiques de développement distinctes et complémentaires? Comment remédier aux effets de l'inégalité entre l'offre presque illimitée de main-d'œuvre non spécialisée et l'offre restreinte de capitaux? Comment remédier aux rendements décroissants du secteur traditionnel sans augmenter inutilement les dépenses sociales du secteur moderne? Dans quelle mesure l'intégration économique du pays offre-t-elle un moyen rationnel d'accélérer le développement? Enfin, le sous-développement a-t-il un caractère structurel *sui generis* qui ne s'accorde pas avec la continuité du processus du développement?

8. Pour conclure, le représentant du Pérou exprime la conviction qu'il est indispensable de faire l'« escalade » de la paix et surtout du développement économique, et qu'il est inadmissible qu'on se serve du sous-développement et qu'on fomenté en son nom des guerres et des guérillas qui, en toutes circonstances, compromettent le destin de l'homme.

9. M. VIAUD (France) retrace le processus historique qui a rendu toujours plus difficile la tâche du Conseil en matière de coordination. L'apparition, sous la pression des besoins plus que par l'effet d'un plan préétabli, de la plupart des institutions spécialisées et des quasi-institutions de formation récente a fait ressortir clairement l'importance d'une coordination centrale. C'est au Conseil qu'incombe la responsabilité de veiller à ce que les activités fort diverses menées individuellement par chacun de ces organismes puissent concourir harmonieusement à la poursuite des objectifs communs que leur a assignés la Charte. Par ailleurs, la participation croissante des institutions internationales à la lutte contre le sous-développement dans le monde a fourni à l'intervention du Conseil une justification et une impulsion nouvelles. Dès lors que le combat pour le progrès économique des pays sous-développés est devenu l'un des objectifs essentiels de la coopération internationale, il est inconcevable qu'il soit mené en ordre dispersé par chacune des organisations qui relèvent des Nations Unies.

10. Les membres du Conseil n'ont pas tous la même conception des buts de la coordination. Les uns pensent que les résultats comptent plus que l'articulation des moyens mis en œuvre. Les autres estiment que l'aménagement rationnel des efforts déployés par les organisations internationales est une condition nécessaire du succès. Mais personne ne doute de la nécessité d'imposer un minimum d'ordre et de coopération entre les institutions qui, quelles que soient leurs vocations particulières, doivent aider les Etats membres à se rapprocher des objectifs communs.

11. Pour M. Viaud, il y a deux façons de concevoir les fonctions du Conseil en matière de coordination. La première revient à recenser périodiquement les activités des organismes reliés aux Nations Unies pour en déceler et en corriger les chevauchements. C'est le domaine de la coordination traditionnelle. La deuxième, plus orientée vers l'avenir que vers le passé, consiste à imprimer une orientation commune aux activités des divers organismes. Cette forme de coordination, qui évoque davantage la planification des programmes futurs que la coopération administrative au jour le jour, n'est pas encore tout à fait mûre. Elle suppose que le Conseil parvienne à concilier le besoin de prévoir — sans lequel aucune coordination *a priori* n'est possible — et la nécessité de préserver, sinon l'autonomie, du moins la vocation particulière de chaque institution. Elle suppose, d'autre part, que le Conseil dispose sur le plan institutionnel des organes techniques capables de l'aider à s'acquitter de ses fonctions.

12. Au cours des réunions communes du Comité spécial de coordination et du Comité administratif de coordination (CAC), le Secrétaire général a suggéré que le Conseil s'abstienne de prendre des décisions importantes dans le domaine de la coordination jusqu'à ce que l'Assemblée générale ait examiné le rapport du Comité *ad hoc* d'experts chargé d'examiner les finances de l'ONU et des institutions spécialisées, créé par la résolution 2049 (XX), et donné suite à ses recommandations. La délégation française estime que le Conseil devrait suivre cette suggestion du Secrétaire général dans tous les cas où les problèmes principaux qui se posent lui paraîtraient exiger des mesures d'ordre institutionnel ou méthodologique. Tel est le cas, semble-t-il, de la coordination des programmes à venir dont la mise au point soulève des questions de principe qui n'ont pas encore été discutées en détail. Tel est aussi le cas, mais à un degré moindre, de l'intégration progressive des programmes et des budgets, à propos de laquelle le Conseil voudra peut-être renvoyer à l'an prochain la décision finale.

13. En revanche, l'abstention suggérée par le Secrétaire général ne saurait s'appliquer aux tâches courantes de la coordination. L'existence de problèmes importants appelant une prise de position du Conseil et parfois même de l'Assemblée générale ne saurait servir d'alibi pour justifier une inaction éventuelle dans les cas flagrants de doubles emplois ou même sur les sujets signalés par le Comité administratif de coordination. Il est, en effet, du devoir du Conseil de se prononcer par voie de décision ou de recommandation, sans attendre le rapport du Comité *ad hoc* d'experts, sur les questions

dont il est saisi, notamment à la suite de recommandations antérieures.

14. Cette distinction entre problèmes importants et problèmes courants n'est pas sans rapport avec l'aspect institutionnel de la coordination. Si les obstacles qui ont empêché jusqu'à présent le Conseil de s'acquitter pleinement de son rôle de coordonnateur tiennent à l'absence d'organes subsidiaires qualifiés, la délégation française est prête à rechercher avec les autres délégations la formule la mieux adaptée aux besoins des institutions internationales et au désir des Etats membres. Mais elle voudrait indiquer, après le représentant de l'Irak (1428^e séance), l'intérêt qu'elle attache au succès de l'expérience des réunions communes du Comité spécial de coordination et du CAC.

15. Peut-être le Conseil sera-t-il amené ultérieurement à faire siéger au Comité spécial de coordination des représentants gouvernementaux qui seraient en même temps des experts en matière de coordination. Quoi qu'il en soit, il importe d'assurer une participation étroite des gouvernements à l'œuvre de coordination pour mieux leur faire sentir la responsabilité particulière qu'ils assument dans la bonne marche des organisations internationales. Chacun reconnaîtra, d'autre part, l'utilité d'un dialogue régulier, d'une franche discussion des problèmes de coordination, entre les chefs des secrétariats internationaux et des représentants gouvernementaux qui seraient désignés par le Conseil.

16. Les problèmes de coordination prennent une acuité particulière en période de création institutionnelle, c'est-à-dire lorsque apparaissent de nouveaux membres du système, tels que l'Organisation pour le développement industriel. Il ne s'agit plus alors de régler les conflits entre organisations anciennes, nés, par exemple, d'une interprétation extensive du mandat, mais de confier aux organismes en voie de création des mandats compatibles avec ceux des institutions existantes. L'importance du développement industriel a été perçue au sein du système des Nations Unies bien avant qu'ait été prise la décision de créer l'Organisation pour le développement industriel. Le Fonds spécial, le Programme élargi d'assistance technique, l'OIT, l'UNESCO, la FAO, la BIRD ont activement participé, chacun dans son domaine propre et avec ses moyens particuliers, au progrès industriel des pays en voie de développement.

17. Il est dans l'ordre des choses qu'un certain transfert de compétences ait lieu entre les institutions spécialisées et la nouvelle organisation, mais ce transfert comporte nécessairement des limites. Lorsqu'un problème de compétence divise deux organismes comme l'OIT et l'Organisation pour le développement industriel, des concessions réciproques sont nécessaires en vue de parvenir à une répartition rationnelle des tâches entre eux. La formation des cadres et du personnel qualifié pour l'industrie pourrait demeurer la responsabilité première de l'OIT, tandis que l'utilisation de ce personnel en vue de l'industrialisation active des pays sous-développés serait une des préoccupations majeures de l'Organisation pour le développement industriel. Si une suggestion de ce genre trouvait un écho favorable parmi les membres du Conseil, celui-ci pourrait attirer l'atten-

tion de l'Assemblée générale sur la possibilité de parvenir à un accord unanime, moyennant amendement, dans le sens approprié, du projet de résolution qui sera déposé devant l'Assemblée générale.

18. Abordant la question de la présentation fonctionnelle des budgets des institutions, M. Viaud rappelle que le CAC avait présenté au Conseil, à la quarantième session un rapport¹ qui ne préjugait pas la forme définitive que le Conseil pourrait donner ultérieurement au cadre commun proposé aux institutions spécialisées. Il est certain que le Conseil ne pourra pas aller très loin dans la voie de l'intégration progressive des programmes et des budgets tant que l'Assemblée générale n'aura pas été saisie des conclusions du Comité *ad hoc* d'experts. La délégation française a apprécié la clarté et la précision des informations contenues dans l'analyse du programme de travail du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (E/4179 et additifs) présenté au Comité spécial de coordination. A son avis, les institutions spécialisées, lorsqu'elles rendent compte de leurs activités économiques et sociales, pourraient s'inspirer de la méthode qui a été suivie pour l'élaboration de ce document. Elle consiste à pousser l'étude des différents programmes jusqu'au niveau des projets entrepris par chaque unité administrative et à donner des précisions sur les ressources budgétaires affectées à chacune de ces unités pour leur permettre d'exécuter leur tâche. La classification adoptée par le Secrétariat à cette occasion apparaît préférable à la répartition provisoire, en une vingtaine de rubriques, de l'ensemble des activités de l'ONU et des institutions spécialisées qui avait été élaborée par le CAC et présentée à la quarantième session du Conseil.

19. En terminant, M. Viaud insiste sur le rôle dévolu aux gouvernements en matière de coordination. C'est à eux de donner l'exemple au sein du Conseil d'abord, puisque c'est à lui qu'il incombe de donner les directives nécessaires aux organes des Nations Unies. Il dépend des gouvernements que le Conseil jouisse d'un prestige qui lui assure d'être écouté de toutes les institutions participantes. Mais les gouvernements doivent faire également des efforts sur le plan national, car la coordination n'aura de sens que si l'action des différentes administrations nationales dans les instances internationales est elle-même coordonnée. C'est seulement lorsque chaque gouvernement aura adopté des positions cohérentes dans les organisations où il est représenté qu'il pourra exiger de celles-ci la discipline et l'efficacité.

M. Fernandini (Pérou), second vice-président, prend la présidence.

20. M. CARANICAS (Grèce) se félicite de prendre part à la session d'été du Conseil après neuf ans d'absence. Pendant ce temps, le Conseil a subi des vicissitudes et, à certains moments, il a semblé qu'il perdait de son influence ou qu'il avait cessé d'être le bras droit économique de l'Assemblée générale. Mais après une période de *catharsis*, il a maintenant une composition élargie, comprenant un plus grand nombre de pays en

¹ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, quarantième session, Annexes*, point 12 de l'ordre du jour, document E/4156.

voie de développement, donc plus représentative des diverses régions du monde, et il est plus que jamais l'organe central nécessaire pour diriger les activités économiques et sociales du système des Nations Unies.

21. La situation de l'économie mondiale offre plusieurs raisons d'être pessimiste. Les capitaux privés ne se dirigent que vers le petit nombre de régions du tiers monde qui jouissent d'une certaine stabilité politique. Le maintien de la division du travail traditionnelle dans les pays industriels empêche les nations avancées d'abandonner au profit des pays pauvres les industries relativement faciles à exploiter et qui ont besoin d'une main-d'œuvre abondante, telles que l'industrie textile. Certains pays industrialisés ne maintiennent ces industries qu'au prix, non seulement de mesures de protection, mais de pratiques discriminatoires dirigées contre la concurrence des nations peu développées.

22. Tant en Amérique du Nord qu'en Europe, la situation du marché des capitaux ne permet pas aux pays peu développés d'emprunter à des conditions favorables. Le climat politique troublé empêche tout progrès dans le développement des échanges entre les pays à régimes économiques et sociaux différents. Des doutes planent sur l'issue des négociations Kennedy, et les pays peu développés sont déçus de ce qui a pu être fait pour améliorer leur sort au cours des deux dernières années. Sur les marchés des produits primaires, notamment le sucre et le cacao, l'avenir est incertain. Les discussions engagées entre les experts sur la réforme monétaire internationale sont au point mort, tandis que la question de savoir si la conclusion d'accords sur les produits primaires serait plus favorable aux pays en voie de développement qu'une réforme monétaire internationale demeure non résolue. Tous ces facteurs affaiblissent l'esprit international et poussent les pays à se replier sur eux-mêmes.

23. La crise de l'aide internationale est le sujet brûlant de l'*Etude sur l'économie mondiale, 1965*. Après le Président de la BIRD, le Secrétaire général de l'ONU et le Directeur du PNUD, de nombreux représentants ont relevé la diminution du volume des courants de capitaux. Comme l'a fait observer le représentant du Royaume-Uni à la 1422^e séance, ce n'est que depuis une date relativement récente que les gouvernements acceptent la responsabilité qui leur incombe d'aider au développement des pays peu développés. Mais l'aide financière entraîne pour les gouvernements qui l'accordent des difficultés administratives, fiscales et politiques qui sont probablement les principales raisons de la contraction relative des ressources financières transférées aux pays en voie de développement. Aussi est-il oiseux, semble-t-il, de chercher à l'heure actuelle à évaluer la capacité d'absorption des pays en voie de développement.

24. Dans la déclaration qu'il a faite à la 1422^e séance, le représentant des Etats-Unis a dit que son pays a l'intention d'acheminer par la voie multilatérale, en particulier par la BIRD, l'Association internationale de développement (AID) et les banques de développement régionales, une plus grande partie de l'aide financière qu'il dispense. Le représentant des Etats-Unis a reconnu également qu'en raison des difficultés qu'éprouvent les

pays en voie de développement pour équilibrer leur balance des paiements, le besoin d'une assistance accordée à des conditions favorables, comme celles que consent l'AID, est particulièrement pressant. Toutefois, cette déclaration d'intention contenait une double réserve : le représentant des Etats-Unis a dit qu'il y avait lieu de déterminer le niveau pratique de l'assistance économique internationale et de tenir compte des difficultés que peuvent éprouver les pays développés qui ont une balance des paiements déficitaire.

25. Or, les difficultés inhérentes au déficit chronique de la balance des paiements, non seulement des Etats-Unis mais d'autres pays donateurs, peuvent être surmontées par des sauvegardes appropriées. On pourrait, par exemple, reconnaître à chaque pays développé, lorsqu'il annonce une contribution aux ressources d'un organisme financier international, le droit de fournir une assistance inférieure au montant annoncé si, le moment venu d'exécuter sa promesse, sa balance des paiements est notablement déficitaire. Une autre méthode consisterait à demander au pays donateur de verser en totalité le montant annoncé, sous réserve que l'institution internationale chargée d'administrer les fonds soit tenue de dépenser l'équivalent de la contribution dans le pays donateur. Il est vrai que cette solution nécessiterait un changement radical des méthodes de la BIRD et des autres institutions financières internationales, qui ont toujours ouvert tous les projets qu'elles financent à la concurrence internationale et qui devraient alors subordonner l'aide à certaines conditions, ce qui serait regrettable. Trop souvent déjà les bénéficiaires de prêts se voient imposer l'obligation de s'approvisionner à des sources déterminées, sans que soit prise en considération la question de savoir si le fournisseur offre la meilleure qualité ou consent les prix les plus favorables. Il est à noter, à cet égard, que les inconvénients de l'aide « liée » ne sont pas propres à l'assistance accordée par les pays occidentaux, mais que, comme le montre le chapitre IV de la première partie de l'*Etude sur l'économie mondiale, 1965* (E/4187/Add.4), les pays à économie planifiée pratiquent également une assistance bilatérale subordonnée à l'affectation des ressources à des projets déterminés.

26. Le représentant de la Grèce compare ensuite les formes opérationnelles nouvelles prises par l'assistance internationale, et notamment les avantages et inconvénients respectifs des groupes consultatifs et des consortiums. Il semble que la plupart des pays en voie de développement soient favorables à la formation de consortiums, organismes plus formels qui analysent les demandes de ressources extérieures faites par un pays et l'utilisation de ces ressources dans ledit pays. Le consortium organise des conférences d'annonce de contributions à l'effet de répartir équitablement la charge des transferts envisagés entre les pays participants exportateurs de capitaux. Les pays donateurs préfèrent en général la formule des groupes consultatifs — organismes officieux créés principalement sous l'égide de la BIRD — qui sont chargés de guider et conseiller les pays dans la formulation et le financement d'un plan de développement. Cette formule a l'avantage, pour les pays donateurs, de ne pas comporter d'annonce de contribu-

tions. En Grèce, un consortium a été formé en 1952, mais l'expérience n'a guère été encourageante jusqu'à présent. Les annonces de contributions, difficiles à obtenir, ne prennent un sens réel que lorsque les parties conviennent de l'objet et des conditions du financement, voire lorsque les fonds sont effectivement dépensés et les marchandises livrées. Au surplus, une forte proportion des contributions annoncées prennent la forme de crédits « liés ». Le consortium tend ainsi à devenir un instrument conçu pour développer les exportations de quelques-uns de ses membres.

27. Bien qu'à la première session du Conseil d'administration du PNUD des divergences de vues aient fait différer le débat sur la transformation éventuelle du Programme en un fonds d'équipement, il n'y a pas lieu de désespérer. Les représentants des pays industriels qui ont pris part au débat général semblent avoir compris que, pour leurs gouvernements, c'est à la fois une obligation morale et une nécessité politique que de faire davantage pour le tiers monde.

28. Il est regrettable que le Conseil ait différé jusqu'à la reprise de la session l'examen des questions touchant l'UNCTAD. Le temps risque de manquer alors pour cet examen. L'UNCTAD a été très active depuis sa création, et l'on ne saurait ignorer les problèmes du commerce lorsqu'on examine le développement économique. Aussi serait-il très souhaitable que le Secrétaire général de l'UNCTAD vienne exposer ses vues au Conseil et dire où en sont les affaires de l'organisation qu'il dirige. Au cours de la huitième conférence de la Society for International Development, tenue en mars dernier à Washington, M. Prebisch a proposé un programme en quatre points tendant à conjurer le danger d'une révolution sociale. Il a demandé que les réductions tarifaires envisagées dans le cadre des négociations Kennedy soient appliquées immédiatement aux pays en voie de développement, sans attendre l'issue des négociations. Il a proposé d'accorder aux pays en voie de développement des réductions tarifaires plus fortes que celles que les pays industriels s'accordent entre eux. Il a proposé en outre d'abaisser les barrières douanières et d'intégrer la distribution de l'aide internationale dans la réforme du système monétaire mondial. Depuis que cette proposition a été faite, le rapport sur la session de la Commission des invisibles et du financement lié au commerce de l'UNCTAD a été distribué. Cette Commission a également approuvé la formation d'un groupe chargé de passer en revue les mesures financières supplémentaires préparées par le secrétariat de la BIRD. Enfin, l'UNCTAD étudie un système de compensation financière. Sur toutes ces questions, le Conseil est en droit d'obtenir des informations avant la prochaine réunion du Conseil du commerce et du développement.

29. M. ZOLLNER (Dahomey) rappelle l'enthousiasme avec lequel les pays en voie de développement ont accueilli l'idée de lancer une Décennie des Nations Unies pour le développement. Cinq années plus tard, tous les intéressés s'accordent à reconnaître que les résultats obtenus ont été très décevants et, dans son exposé devant le Conseil (1421^e séance), le Secrétaire général a confirmé leurs appréhensions. On peut évidemment cher-

cher à attribuer cet échec à l'insuffisance des organismes internationaux chargés de l'action visant à accélérer le développement des pays du tiers monde. Cependant, on comptait déjà, au début de la Décennie, un grand nombre d'organes et d'institutions qui avaient fait leurs preuves. Le fait d'orienter leurs activités vers le développement constituait un pas très important vers la réalisation des objectifs fixés. A ce sujet, il est réconfortant de constater que les organes et les institutions intéressés n'ont pas ménagé leurs peines ; le Directeur général de l'UNESCO a pu affirmer à la 1425^e séance que cette organisation consacrait au développement les deux tiers de l'ensemble de ses ressources, ce qui est probablement le cas aussi pour toutes les autres institutions spécialisées. Pour augmenter leurs chances de réussite, les Nations Unies ont pris des mesures pour perfectionner ces instruments et en créer d'autres. Le représentant du Dahomey pense notamment à la fusion du Programme élargi d'assistance technique et du Fonds spécial, au Programme alimentaire mondial et aux nouvelles banques régionales de développement. Un des événements les plus importants a été la convocation de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, qui pourrait marquer un tournant véritable dans l'histoire du commerce mondial si ses décisions étaient appliquées sérieusement et de bonne foi. Plus récemment, la création de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel a suscité de grands espoirs parmi les pays du tiers monde qui cherchent à diversifier leur économie et à ne plus dépendre exclusivement de l'agriculture. M. Zoller se félicite des déclarations du Directeur général du BIT qui, à la 1424^e séance, a assuré que l'Organisation pour le développement industriel pouvait compter sur les ressources, l'expérience et la coopération de l'OIT. A ce sujet, le Directeur général a raison de craindre d'éventuels doubles emplois, mais, comme le représentant de la Suède l'a si justement souligné à la 1426^e séance, un certain chevauchement des compétences n'est pas un mal en soi et est à préférer au risque inverse, c'est-à-dire la création de failles entre différents domaines de compétence.

30. On peut donc dire que l'appareil en place fonctionne relativement bien, et ce n'est pas là qu'il faut chercher la cause des déceptions éprouvées au sujet de la Décennie du développement.

31. Certains ont attribué le manque de progrès à une expansion démographique excessive. Dans ce domaine, il convient de se garder des généralisations. Dans certains pays développés, notamment en Extrême-Orient, l'explosion démographique crée des problèmes qui exigent des solutions hardies. D'autres pays en voie de développement, notamment les pays africains, sont nettement sous-peuplés, et même un taux d'accroissement de la population de 2,7 % n'est pas excessif dans un pays comme le Dahomey, où l'on compte 2 500 000 habitants pour une superficie de 112 000 km². D'ailleurs, il n'est pas d'exemple que la réduction du taux d'accroissement démographique ait permis d'amorcer le développement. Comme l'exemple de l'Europe au XIX^e siècle le prouve, l'évolution s'est toujours produite dans le sens inverse, et c'est généralement lorsque

le développement a atteint un certain niveau que le taux d'accroissement démographique fléchit.

32. On a récemment fait allusion aussi à l'insuffisance des efforts déployés par les pays en voie de développement pour s'aider eux-mêmes. Certes, des erreurs ont été commises au début, mais on peut affirmer qu'actuellement la plupart des pays déshérités déploient des efforts considérables pour encourager l'épargne intérieure, réduire les dépenses non productives, même lorsqu'elles sont nécessaires, et appliquer une politique d'austérité. Le Secrétaire général lui-même a déclaré récemment devant le Conseil que l'*Etude sur l'économie mondiale, 1965* venait infirmer les dires de ceux qui ont prétendu que les pays en voie de développement n'avaient pas fait grand-chose depuis cinq ans pour mobiliser leurs ressources nationales. Il a ajouté qu'elle prouve au contraire que, pendant la première moitié de la Décennie du développement, le tiers monde, surmontant déceptions et échecs, a réussi à contribuer lui-même à son propre développement. A ce propos, M. Zollner tient à rappeler que, dès 1962, le Dahomey a commencé à prendre des mesures radicales pour s'imposer un régime d'austérité : institution d'une taxe civique d'investissement de 10 % sur tous les traitements et salaires dans les secteurs public et privé, augmentation des impôts pour créer une épargne forcée, diminution de 25 % des traitements des fonctionnaires et employés du secteur public et contrôle strict des dépenses de l'Etat. De même, le gouvernement a largement eu recours à l'investissement humain, surtout en agriculture, et a lancé une vaste campagne de retour à la terre, de façon à faire participer tous les secteurs de la société à la production nationale. On peut donc dire que, comme cet exemple le prouve, les pays en voie de développement se préoccupent réellement de leur expansion économique et qu'ils n'attendent pas béatement les bienfaits de l'aide extérieure.

33. Mais tous ces efforts sont vains devant la dévaluation constante des produits des pays du tiers monde par rapport à ceux des pays développés dans l'ensemble du commerce international. La détérioration des termes de l'échange des pays peu développés est un des éléments essentiels de la conjoncture, comme le prouve clairement le rapport sur la Décennie du développement (E/4196 et Add.1 à 3). En 1964, la convocation de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a permis d'étudier à fond ce problème alarmant et d'aboutir à la conclusion que seule une refonte complète de la structure du commerce mondial pourrait mettre un terme à cette situation. Pour sa part, la délégation dahoméenne est persuadée que la signature d'accords internationaux relatifs au différents produits de base devrait permettre aux pays producteurs du tiers monde de bénéficier de prix rémunérateurs et stables. L'Accord international sur le café suscite de grands espoirs, et il faut espérer que l'échec de la Conférence sur le cacao n'est que temporaire.

34. Tant que ces conditions n'auront pas été réunies, les pays en voie de développement auront besoin d'aide extérieure pour assurer leur expansion économique. Mais, dans ce domaine également, les résultats ont été

très décevants. Au moment du vote de la résolution 1710 (XVI) de l'Assemblée générale relative à la Décennie du développement, les pays développés consacraient, dans l'ensemble, 0,81 % de leur revenu national à l'aide extérieure ; l'objectif de 1 % fixé par l'Assemblée générale n'était donc pas exagéré. Cette proportion n'a cessé de décroître depuis cette date et elle n'était plus que de 0,66 % en 1964. On s'est efforcé de trouver *a posteriori* des explications rationnelles à cette carence en mettant en doute la capacité d'absorption des pays en voie de développement. Une étude récente de la BIRD a fait justice de ces arguments puisqu'elle évalue à 3 ou 4 milliards de dollars supplémentaires les ressources que peuvent absorber annuellement les pays du tiers monde. A ce sujet, M. Zollner rend hommage aux quelques rares pays dont l'aide extérieure dépasse largement 1 % de leur revenu national, en particulier la France où cette proportion est peut-être la plus élevée du monde puisqu'elle atteint 1,85 %. De même, il prend acte de la déclaration dans laquelle le représentant de la France (1423^e séance) a fait part de l'intention de son gouvernement de diversifier davantage cette aide en l'étendant sur le plan géographique. La délégation dahoméenne espère qu'il s'agit là d'une volonté d'augmenter encore l'aide fournie et d'en faire bénéficier un plus grand nombre de pays sous-développés ; elle ne pense pas qu'il serait indiqué de maintenir la proportion existante en la répartissant sur une base plus large.

35. Il semble donc que ce soit à la dégradation des termes de l'échange pour les pays en voie de développement et à l'insuffisance du financement extérieur qu'il faille attribuer les résultats décevants enregistrés pendant la première moitié de la Décennie du développement. Il est important de donner une impulsion nouvelle à cette œuvre méritoire et il faut espérer que, pendant la seconde moitié de la Décennie, les pays développés sauront s'acquitter des responsabilités qui leur incombent, quitte à réduire un tant soit peu leurs dépenses militaires.

36. En ce qui concerne la protection des droits de l'homme, autre sujet de préoccupation majeure du Conseil, la délégation dahoméenne a accueilli avec satisfaction l'adoption par l'Assemblée générale de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, et elle espère que, pendant l'année qui vient, l'Assemblée générale adoptera le projet de convention sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse. L'oppression fondée sur des raisons raciales subsiste dans diverses régions du monde, et surtout en Afrique, comme le prouve la politique d'*apartheid* du Gouvernement de l'Afrique du Sud. Il subsiste aussi des discriminations fondées sur des raisons religieuses et autres. Lorsque l'équité et la justice régneront enfin entre les nations et au sein même des nations, l'humanité aura accompli un progrès véritable. C'est vers ce but que tendent les travaux du Conseil, auxquels la délégation dahoméenne est décidée à participer avec toujours plus de confiance.

37. M. MWALUKO (République-Unie de Tanzanie), se référant à la déclaration que vient de faire le

représentant de la France, se félicite de la façon très judicieuse dont ce représentant a abordé le problème de la coordination. Les opinions exprimées par les pays en voie de développement au sujet de l'Organisation pour le développement industriel ont pu donner l'impression qu'ils ne tiennent pas assez compte de la nécessité d'une coordination efficace entre les divers organes et institutions. M. Mwaluko tient à assurer le représentant de la France, ainsi que les représentants des institutions spécialisées, notamment de l'OIT, que la délégation tanzanienne est très consciente de l'importance du problème que pose la coordination et qu'elle a été particulièrement encouragée d'entendre le représentant d'un pays développé, les Etats-Unis d'Amérique, déclarer que, pendant les sessions récentes du Comité spécial de coordination, plusieurs représentants de pays en voie de développement se sont distingués tant par leur compréhension des problèmes que par la contribution qu'ils ont apportée à leur solution.

38. En ce qui concerne l'Organisation pour le développement industriel, l'accord réalisé à New York n'a été obtenu qu'au prix de négociations extrêmement délicates. La délégation française a d'ailleurs joué un rôle très important dans ces négociations, encore qu'elle ait, par la suite, formulé diverses réserves. Dès le début, les pays en voie de développement ont été d'avis qu'il fallait confier à ce nouvel organisme un rôle central dans les activités de coordination avec toutes les institutions intéressées au développement industriel. Cette conviction a été renforcée par la déclaration que le représentant des Etats-Unis a faite à ce sujet devant le Conseil (1428^e séance).

39. La question de la formation du personnel a fait l'objet d'une des réserves qui ont été formulées par la délégation française et qui figurent dans le rapport du Comité spécial (E/4192). Mais le projet de résolution sur lequel l'entente s'est faite prévoit, à l'alinéa ix du paragraphe 2, qu'au titre de ses activités opérationnelles, la nouvelle organisation aidera les pays en voie de développement à former le personnel nécessaire pour accélérer leur développement industriel, en tenant compte de la nécessité de coopérer avec les institutions spécialisées intéressées. Il n'y a donc aucun désaccord à ce sujet.

40. M. Mwaluko convient avec le représentant de la France que c'est seulement lorsque chaque gouvernement adoptera des positions cohérentes dans les diverses instances où il est représenté qu'il pourra exiger la discipline et l'efficacité. A cet égard, il est assez surprenant de constater que des accords auxquels certains organes sont parvenus à l'issue de négociations longues et délicates sont fréquemment remis en question dans d'autres organes, ce qui exige de nouvelles discussions.

41. M. VIAUD (France) tient à souligner que le rapport du Comité spécial concernant l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel a été loin de faire l'objet d'une entente générale puisqu'il a soulevé des réserves plus nombreuses qu'aucun autre rapport avant lui. Les réserves de la délégation française étaient dictées par sa conviction que la responsabilité centrale en matière de coordination appartient au

Conseil économique et social, et que la responsabilité principale en matière de formation professionnelle doit continuer de revenir à l'OIT. Dans son intervention précédente, M. Viaud a voulu avant tout préciser que, si les pays intéressés à la création de l'Organisation pour le développement industriel souhaitent qu'une décision unanime intervienne sur ce point, ils devraient accepter certains aménagements de façon à permettre aux pays qui ont fait des réserves de les lever. Pour sa part, la délégation française est disposée à examiner de nouveau ce problème avec toutes les délégations afin de définir les conditions qui pourraient être remplies pour lui permettre de renoncer aux réserves qu'elle a formulées. Sa position n'a pas varié depuis le début des discussions à ce sujet, et les idées qu'elle a exprimées dans les organes qui se sont successivement intéressés à la question sont parfaitement cohérentes.

42. M. MARMOR (observateur d'Israël), prenant la parole sur l'invitation du Président, constate que le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales est devenu récemment un des thèmes principaux de l'action internationale. On sait maintenant que l'élimination de toutes les formes de discrimination est un élément essentiel de la compréhension et de la coopération internationales, ainsi que du développement économique et social. Après avoir fait l'historique de l'action entreprise dans ce domaine par le Conseil et l'Assemblée générale, M. Marmor rappelle qu'en signant la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, le représentant d'Israël a souligné que la discrimination est une attitude condamnable quel que soit le groupe contre lequel elle est dirigée. Un peuple qui a souffert pendant des siècles de la discrimination raciale et religieuse ne peut être que particulièrement sensible à toute manifestation de préjugé et d'intolérance.

43. En plusieurs occasions déjà, les représentants d'Israël auprès des divers organes des Nations Unies ont eu le pénible devoir de faire allusion au problème que pose l'existence d'une importante communauté juive encore victime de diverses exclusives, en particulier dans les domaines de la culture et de la religion. M. Marmor est heureux de pouvoir annoncer que certaines mesures ont été prises pour remédier à cette situation. Mais ces mesures sont encore trop rares et de portée trop limitée. Elles indiquent certes une attitude positive de la part des autorités responsables, mais elles sont loin d'apporter une solution au problème véritable, la préservation de l'identité religieuse et culturelle d'une communauté juive de trois millions d'individus. Cette communauté fait partie intégrante d'un grand pays qui s'enorgueillit à juste titre de compter plus d'une centaine de groupes nationaux différents. Tous ces groupes jouissent de nombreux droits, et des mesures ont été prises pour les encourager à faire fructifier leur héritage culturel et linguistique. On est donc en droit de s'étonner que le groupe national juif ne bénéficie pas des bienfaits d'une telle politique générale et se heurte aux plus graves difficultés pour préserver son héritage dans le domaine de l'éducation, de la littérature et des arts. M. Marmor tient donc à formuler à nouveau le souhait que la communauté juive puisse pratiquer

librement sa religion, assurer à ses enfants une éducation religieuse, publier ses textes sacrés, communiquer avec ses coreligionnaires, sur le plan national et sur le plan international, et qu'elle se voie accorder toutes les possibilités et facilités dont bénéficient déjà les autres groupes religieux, ethniques ou nationaux du pays en question.

44. Cette communauté juive a beaucoup souffert pendant l'holocauste de la deuxième guerre mondiale. Il est

naturel qu'après toutes les tragédies dont ils ont été les victimes, ses membres aspirent à se réunir. C'est pourquoi la délégation d'Israël demande instamment que soient levées les restrictions imposées à cette communauté. Elle espère que son appel, motivé par des soucis de compréhension et de coopération internationales, sera entendu dans le même esprit, qui est celui de la Charte.

La séance est levée à 13 h 20.